17 NOVEMBRE

LE POUVOIR D'ACHAT DES FONCTIONNAIRES
UNE EXIGENCE DE JUSTICE,
DE RECONNAISSANCE ET 'EFFICACITÉ DU SERVICE PUBLIC

Améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires n'est **ni un privilège ni une revendication corporatiste.** C'est une **exigence de justice sociale et une condition essentielle de l'attractivité et du bon fonctionnement des services publics.**
Les fonctionnaires ne sont pas des agents économiques à part. Ils **subissent les mêmes augmentations du coût de la vie** que l'ensemble de la population. Ils doivent pouvoir **se loger, se déplacer, élever leurs enfants, ppréparer leur retraite et vivre dignement de leur travail.**
La stabilité de l'emploi public ne saurait justifier la **stagnation des rémunérations.**
Depuis des années, les agents subissent les conséquences du **décrochage du point d'indice,** du **tassement des grilles,** de l'**insuffisance des perspectives de carrière** et d'une **politique salariale qui privilégie** trop souvent des **mesures ponctuelles** au détriment d'une progression durable du traitement.

Cette situation fragilise l'attractivité de la fonction publique, complique les recrutements, favorise les départs et dévalorise les qualifications.
A la DGFIP, cette exigence de reconnaissance est particulièrement forte.

Les personnels exercent **des missions essentielles au fonctionnement de l'Etat et au financement des politiques publiques.** Ils assurent la collecte de l'impôt, le contrôle fiscal, le recouvrement, la tenue des comptes publics et l'accompagnement des collectivités territoriales, des entreprises et des particuliers.s doivent **constamment s'adapter** à des évolutions réglementaires, technologiques et organisationnelles majeures, tout en assumant des **responsabilités croissantes** et des **charges de travail alourdies par la poursuite des suppressions d'emplois.**

Cette technicité et cet engagement doivent être reconnus à leur juste valeur.

Il n'est **pas acceptable que la modernisation de l'administration repose sur l'adaptation permanente des personnels** pour ensuite leur refuser l'amélioration significative de leur rémunération.

18 ans de sacrifice ça suffit !

L'intersyndicale FO DGFIP 64, Solidaires, CGT et CFDT 64 revendique une véritable politique de reconnaissance salariale reposant sur :

- La revalorisation significative et immédiate du point d'indice.
- L'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.
- La reconstruction des grilles indiciaires et la reconnaissance des qualifications.
- Une progression réelle des rémunérations tout au long de la carrière.
- La revalorisation pérenne des régimes indemnitaires.
- Une reconnaissance particulière des agents des catégories C et B.
- La prise en compte des responsabilités, de la technicité et des sujétions professionnelles.
- L'intégration des primes dans le traitement.
- Le maintien de 100% de la rémunération en arrêt maladie.
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les recrutements nécessaires.

Un service public de qualité suppose des agents reconnus correctement rémunérés et respectés.

La **reconnaissance de l'engagement ne peut pas rester un discours :** elle doit se retrouver concrètement sur la fiche de paie.

Aucune mesure n'est annoncée **pour les fonctionnaires qui sont les grands sacrifiés.**

Si la crise lycéenne amène les pouvoirs publics à annuler à bon droit plusieurs milliers de suppressions d'emploi, il n'en va pas de même pour la **DGFIP qui continuera de subir la suppression de principe de 176 emplois apport probablement déterminant dans le rétablissement des comptes publics. Ce traitement sans équivalent depuis des décennies doit s'arrêter !**

Comme s'il n'était pas déjà **scandaleux** de ne pas répondre aux revendications légitimes des fonctionnaires, la **Présidente de la Cour des comptes** suggère de **rajouter au gel du point d'indice, celui des avancements et promotions.** Venant d'une ancienne ministre qui incitait les agents de la DGFIP au bénévolat, cette politique salariale n'est pas une surprise.

De gel en Gel décidément le fond de l'air effraie ! Raison de plus pour faire monter la température sans alourdir la facture énergétique.

Comme celui de l'ensemble des salariés, le pouvoir d'achat des agents publiques ne peut pas attendre le printemps prochain ! A nous d'aller le chercher !

FO DGFIP 64, SOLIDAIRES 64, CGT 64 et CFDT 64 appellent les agentes et les agents de la DGFIP 64 à être massivement en grève et dans les manifestations le mardi 17 novembre dans le cadre de l'appel intersyndical Fonction publique.

35 % de perte de pouvoir d'achat en 25 ans, des carrières au smic, des conditions de travail dégaradées qui entrainent des risques psychosociaux dramatiques, ça suffit !

LE 17 NOVEMBRE

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS
10h30 BAYONNE place Ste Ursule
10h30 PAU place Verdun